



L'UE soutient le Royaume-Uni dans ses accusations d'attaque à l'arme neurotoxique contre la Russie

Par [Chris Marsden](#)

Mondialisation.ca, 28 mars 2018

wsws.org

Région : [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#),
[Services de renseignements](#)

Jeudi soir, la première ministre britannique Theresa May est parvenue à obtenir de l'Union européenne (UE) un soutien à son accusation que la Russie était « très probablement » responsable de l'attaque à l'arme neurotoxique à Salisbury en Angleterre.

Cette formule est une caractéristique essentielle de la campagne diplomatique et médiatique du Royaume-Uni accusant Moscou d'avoir tenté d'assassiner l'agent double Sergei Skripal et sa fille, Yulia, sur la base d'allégations non fondées selon lesquelles l'agent neurotoxique utilisé est « d'un type » (le Novichok) jadis fabriqué dans l'ex-Union soviétique.

May utilise l'affaire Skripal pour allier le Royaume-Uni avec des sections puissantes de l'*establishment* politique et militaire américain qui ont fait campagne pour une position plus dure contre la Russie. En renforçant la « relation spéciale » avec l'Amérique, elle espère en tirer parti dans les négociations sur les termes de la sortie du Royaume-Uni de l'UE. Sur le plan intérieur, cela contribue à souder un gouvernement profondément divisé au sujet du Brexit (sortie de l'UE), et c'est une précieuse matraque contre le dirigeant du Parti travailliste, Jeremy Corbyn, qui est décrit par les médias comme une marionnette du Kremlin.

May a jusqu'à présent rencontré une résistance notable de l'Europe. Lundi dernier, préoccupés par l'effet économique d'une nouvelle détérioration des relations avec le gouvernement de Vladimir Poutine, les ministres des affaires étrangères de l'UE se sont montrés réticents à adopter la formule britannique. Les Etats de l'UE, dont l'Autriche et la Grèce, ne voulaient pas qualifier la Russie de coupable, et il y avait des désaccords sur la question en Allemagne et en France - malgré leur expression de « solidarité » avec la Grande-Bretagne.

CNBC a émis un bulletin d'information le jour du sommet demandant : « Pourquoi l'Allemagne envoie-t-elle des messages contradictoires sur la Russie après l'attaque contre l'ancien espion (Skripal) ? » Elle a noté avec inquiétude que « malgré les sanctions internationales contre la Russie pour son annexion de la Crimée et son rôle dans un soulèvement pro-russe en Ukraine, les échanges commerciaux entre l'Allemagne et la Russie ont augmenté de façon spectaculaire en 2017 », citant l'importance particulière d'une « demande accrue de gaz naturel et de pétrole brut russe » et le soutien allemand à la construction du gazoduc Nord Stream II « qui va doubler la fourniture en gaz russe à l'Allemagne ».

Ce jeudi soir fut donc une occasion de marchandages et de bras de fer, axée sur une discussion à trois entre le président français Macron, la chancelière allemande Merkel et May. En conséquence, la déclaration des dirigeants de 28 États de l'UE a convenu à propos de Salisbury qu'« il est fort probable que la Fédération de Russie soit responsable et qu'il n'y ait pas d'autre explication plausible ».

Donald Tusk, le président du Conseil européen, a indiqué qu'il y avait toujours des désaccords au sein de l'UE, disant à la presse que « le paysage politique du continent [...] ne rend pas si facile de garder les 28 unis ».

Mais le jour suivant a vu un changement radical qui, selon le ministère russe des affaires étrangères, indique que l'UE « se dirige vers une campagne anti-Russie, à l'instigation de Londres et de Washington ».

L'ambassadeur de l'UE à Moscou est rappelé pour « consultations » sur l'attaque de Salisbury.

Merkel et Macron ont tenu une conférence de presse conjointe vendredi, où Macron s'engageait à mener une réaction « coordonnée de l'UE et de ses États membres, dont la France et l'Allemagne », contre « une attaque sur toute la souveraineté européenne ».

Merkel a déclaré que les sanctions « sont nécessaires », mais n'a pas précisé lesquelles. Macron a déclaré qu'il était « évident » que la France prendrait d'autres mesures.

Trouver un consensus pour des sanctions collectives pourrait prendre jusqu'à juillet. Mais au moins dix États membres de l'UE, dirigés par un allié britannique important, la République d'Irlande, ont indiqué que des diplomates russes pourraient être expulsés dès ce lundi. Leo Varadkar, le Premier ministre irlandais, était un acteur clé, aux côtés de Macron, en proposant que l'UE entérine les accusations britanniques contre la Russie, qualifiant les diplomates russes d'« agents ». D'autres pays ont indiqué des mesures similaires : le Danemark, la Bulgarie, les trois États baltes, la République tchèque, la Pologne et la Suède.

Dans un communiqué de presse, le Royaume-Uni a attribué le « tous ensemble » du Conseil européen au fait que May a fourni « une note détaillée sur les progrès de l'enquête sur l'utilisation imprudente d'un agent neurotoxique militaire, d'un type produit par la Russie, dans les rues de Salisbury ». May « a déclaré qu'une identification positive a été établie à l'égard de la substance chimique faisant partie du groupe Novichok d'un agent neurotoxique par nos scientifiques de renommée mondiale à Porton Down [centre de recherche sur les armes chimiques et biologiques] ».

L'ancien ambassadeur britannique en Ouzbékistan Craig Murray a publié une réfutation cinglante de telles allégations sur son blog jeudi. Sous le titre, « Boris Johnson, un menteur incorrigible », Murray a noté qu'un tribunal britannique a décidé jeudi que les enquêteurs de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) pourraient prendre des échantillons de sang de Sergei et Yulia, pour vérifier l'analyse effectuée par le laboratoire de recherche de Porton Down de l'armée britannique.

Murray a noté que lors d'un entretien mercredi accordé à *Deutsche Welle*, le ministre britannique des affaires étrangères, Johnson, avait prétendu que Porton Down lui avait maintenant dit qu'ils avaient « positivement identifié l'agent neurotoxique comme étant russe ».

Leur identification de l'agent neurotoxique en tant que Novichok, produit en Russie, était, selon Johnson, « absolument catégorique [...] J'ai demandé au mec moi-même, j'ai dit, « en êtes-vous sûr ? » Et il a dit qu'il n'y a aucun doute ».

Murray a écrit en réponse que le jugement de la Haute Cour autorisant de nouveaux prélèvements de sang chez les Skripals, par le juge Williams, incluait un résumé de ce que Porton Down « a réellement dit ».

Un analyste biologique et chimique de Porton Down déclare que des échantillons de sang prélevés chez les Skripals « ont été testés positifs pour la présence d'un agent neurotoxique de classe Novichok ou *d'un agent étroitement apparenté* ».

Murray écrit : « L'italique est de moi [...] La vérité est que Porton Down n'a même pas identifié positivement cela comme un "Novichok", par opposition à 'un agent étroitement apparenté'. Même s'il s'agissait d'un 'Novichok', cela ne prouverait pas la fabrication russe, un 'agent étroitement apparenté' pourrait être fabriqué par des dizaines d'acteurs étatiques et non étatiques ».

« Cela constitue une preuve irréfutable que le gouvernement ment sans gêne - au Parlement, à l'UE, à l'OTAN, aux Nations Unies, et surtout au peuple - quant à leur degré de certitude sur l'origine de l'attaque. »

En réalité, les chefs d'État de l'UE savent très bien que le Royaume-Uni leur ment. Le fait qu'ils soient prêts à appuyer le mensonge indique qu'ils se dirigent vers ce que le ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a qualifié de « mesures d'affrontement » en raison de considérations économiques et géopolitiques fondamentales. Ces calculs sont surtout liés à la prévention d'une escalade des antagonismes avec les États-Unis.

La préparation du sommet a été dominée par des négociations frénétiques entre les puissances européennes menées par l'Allemagne d'un côté et les États-Unis de l'autre pour empêcher que des sanctions commerciales de 60 milliards de dollars visant l'acier et l'aluminium chinois ne s'appliquent également à l'UE.

Jeudi, le gouvernement Trump a annoncé qu'il allait exempter temporairement l'UE pour permettre la poursuite des négociations commerciales. May a annoncé qu'elle resterait au sommet vendredi pour discuter de ce développement important.

Ce matin-là, elle a revendiqué personnellement tout le mérite de la décision américaine, déclarant aux médias : « Nous avons travaillé très dur pour obtenir une exemption au niveau européen des tarifs sur l'acier annoncés par les Américains [...] Ce que je vais travailler avec mes collègues dirigeants de l'UE aujourd'hui est de voir comment nous pouvons obtenir une exemption permanente pour l'UE à ces tarifs sur l'acier. »

L'ordre du jour de vendredi prévoyait une décision de l'UE sur les lignes directrices pour la négociation des futures relations avec le Royaume-Uni après le Brexit. Les dirigeants européens auraient pris moins de 30 secondes pour accepter le texte proposé sur le commerce, la sécurité et d'autres questions, ouvrant la voie à la prochaine série de négociations avant la sortie de l'UE du Royaume-Uni en mars 2019.

May, qui a été largement critiquée sur les termes d'un accord proposés tant du côté des partisans en faveur du Brexit que ceux voulant rester dans l'UE, a proclamé un nouvel « esprit de coopération et d'opportunité » et une « nouvelle dynamique », tandis que Tusk

parlait d'un nouvel « élan positif ».

Chris Marsden

Article paru en anglais, WSWs, le 24 mars 2018

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © [Chris Marsden, wsws.org](http://wsws.org), 2018

Articles Par : **[Chris Marsden](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca